

Arrêté préfectoral du 27 JUIN 2025
portant levée de mise en demeure prise à l'encontre de
la SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX, exploitant une carrière de granite située
lieux-dits - Le Plo du Sidobre- Fombals et Martoulet –
81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

Le préfet du Tarn

- Vu** code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2023 mettant en demeure l'Établissement la SARL Les Granits de Sept Faux, exploitant d'une carrière de granite implantée lieux-dits Le Plo du Sidobre – Fombals et Martoulet sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, de respecter dans des délais compris entre 3 et 6 mois, les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016, et les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la visite de l'inspection des installations classées en date du 20 mai 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mai 2025 proposant la levée de la mise en demeure ;

Considérant que l'Établissement Les Granits de Sept Faux a procédé aux actions correctives afin de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé du 28 septembre 2023 ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral 28 septembre 2023 mettant en demeure l'Établissement Les Granits de Sept Faux implantée lieux-dits Le Plo du Sidobre – Fombals et Martoulet sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme de respecter les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016, et les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site : <http://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 3 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme en vue de l'information des tiers.

Cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint-Salvy-de-la-Balme dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

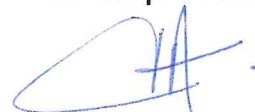
Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, , la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Albi, le **27 JUIN 2025**

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop followed by several vertical strokes.

Laurent GANDRA-MORENO